

AXE 3 : ANALYSE ÉCONOMIQUE ET MANAGÉRIALE

Les unités d'enseignement « d'économie contemporaine » (UE 5) et de « management » (UE7) ont pour objet de permettre au titulaire du DCG d'appréhender l'environnement économique et managérial des organisations afin de comprendre les défis et les problématiques auxquels ces dernières sont confrontées.

Ces unités d'enseignement devront, notamment, permettre le développement de compétences spécifiques :

- exploiter des documents de nature variée (statistiques, presse spécialisée, multimédia...);
- développer une culture économique et managériale actualisée visant à comprendre les enjeux auxquels les organisations font face, notamment par le biais d'une veille informationnelle ;
- analyser des situations et décisions économiques ou managériales ;
- élaborer une argumentation à partir d'une problématique donnée, en mobilisant le vocabulaire spécifique adapté ainsi que les concepts et les illustrations nécessaires (factuelles ou théoriques).

UE 5 - ÉCONOMIE CONTEMPORAINE

Niveau L : 200 heures – 14 ECTS

1- Fondements et finalités de l'activité économique (20 heures)

1.1 Quels problèmes l'économie tente-t-elle de résoudre ?

Sens et portée de l'étude

Face à des problématiques contemporaines, il s'agit de mettre en évidence comment l'économie se situe au cœur de la vie et des décisions des individus, tout en tenant compte des nouveaux enjeux du développement durable. L'économie peut être appréhendée comme une science des choix dans un contexte de rareté des ressources.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none">- Mettre en évidence l'omniprésence du problème de la rareté des ressources.- Identifier l'allocation des ressources comme une recherche de l'adéquation entre des ressources rares et des besoins illimités.- Illustrer la logique de choix et d'arbitrage des agents sur l'emploi des ressources.	<ul style="list-style-type: none">- Le concept de science économique.- La variété et la rareté des ressources.- L'allocation des ressources.

1.2 Qu'est-ce que l'activité économique ?

Sens et portée de l'étude

Pour satisfaire leurs besoins, les agents effectuent des opérations économiques qui les mettent en interaction dans une logique systémique. Cette interdépendance entre les agents et les opérations qu'ils réalisent est au cœur de l'activité économique : la circulation de flux liés aux opérations de production, de répartition, d'investissement et de consommation en est une illustration.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none">- Identifier et schématiser les relations entre les différents agents économiques.- Commenter la répartition des dépenses de consommation.- Différencier les différentes formes d'épargne.- Différencier les formes et les motifs de l'investissement.- Analyser la contribution des grandes variables de l'équilibre ressources-emplois à l'activité économique.	<ul style="list-style-type: none">- Les différents agents économiques, leurs rôles.- L'interdépendance entre les opérations économiques et l'équilibre ressources-emplois.- Les contributions à l'activité économique : consommation, investissement, commerce extérieur.- Consommation : définition, typologies, mesure et structure de la consommation des ménages.- Épargne : définition, formes.- Investissement : définition, mesure et typologies.

1.3 Comment l'activité économique crée-t-elle de la richesse ?

Sens et portée de l'étude

L'ensemble des interactions entre les agents économiques contribue à la richesse créée au sein d'une économie. La richesse, envisagée sous un angle quantitatif, est créée au cours de l'activité productive. Elle est le résultat de l'activité d'une pluralité

d'acteurs, dépassant le strict cadre marchand et lucratif, notamment par l'économie sociale et solidaire ainsi que les services publics. Les spécificités du tissu productif conditionnent la capacité du pays à créer de la richesse. Cette dernière est répartie entre les différents agents qui y contribuent lors de la répartition primaire.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier la contribution des différents acteurs à la création de richesse. - Caractériser un tissu productif à l'aide de données statistiques. - Analyser les enjeux de la répartition de la valeur ajoutée entre les différents bénéficiaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Valeur ajoutée. - Production marchande, non-marchande. - Critères de classification des entreprises : taille, branche, filière, secteur. - Les secteurs économiques : définition et poids relatif. - Économie sociale et solidaire : définition et poids relatif. - Répartition primaire de la richesse.

1.4 Comment rendre compte de la situation économique d'un pays ?

Sens et portée de l'étude

Le PIB demeure l'indicateur le plus utilisé pour mesurer la richesse créée et réaliser des comparaisons spatio-temporelles. Les limites qu'il présente ont depuis longtemps conduit à la conception d'indicateurs alternatifs afin de dépasser une vision matérielle de la richesse, intégrant les problématiques du bien-être et de l'environnement. Il s'agit de montrer l'enjeu des conventions de mesure et le rôle des indicateurs dans la représentation de la réalité économique, ainsi que dans les décisions prises par les acteurs (privés et publics).

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Repérer comment le PIB rend compte de la richesse créée. - Comparer la situation de pays dans le temps et l'espace à partir de différents indicateurs. - Justifier l'usage d'indicateurs alternatifs au regard des limites du PIB. 	<ul style="list-style-type: none"> - PIB : définition, modes de calcul. - Rôle et limites du PIB. - Externalités positives et négatives. - Indicateurs alternatifs : IDH et autres indicateurs de développement, intérêts et limites.

2- Le fonctionnement de l'économie de marché (30 heures)

2.1 Pourquoi l'économie de marché s'est-elle imposée en tant que principal régime d'organisation économique et sociale ?

Sens et portée de l'étude

L'économie de marché est progressivement devenue le principal modèle d'organisation économique et sociale, même si sa mise en place s'est faite selon des modalités diverses, notamment en raison du rôle conféré à l'État selon les pays. L'État initie et accompagne le développement de l'économie de marché en garantissant l'exercice de libertés économiques et en favorisant la dynamique concurrentielle censée contribuer à l'efficacité économique. Si la concurrence est une incitation à baisser les prix, à augmenter les quantités produites et à innover, la réalité des marchés amène à affiner ce que l'on entend par concurrence.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les caractéristiques des économies de marché. - Caractériser les différentes formes de concurrence. - Mettre en évidence les mécanismes de formation des prix. - Identifier le rôle des prix dans le comportement des agents et l'allocation des ressources. - Étudier les bienfaits attendus et les limites de la concurrence sur un marché. 	<ul style="list-style-type: none"> - Économie de marché, libéralisme économique, économie mixte. - Marché : rôle et fonctionnement. - La notion de concurrence : cadre normatif de la concurrence pure et parfaite, réalité de la compétition entre entreprises (Walras, Pareto, Baumol). - Les caractéristiques de l'équilibre de marché dans un cadre concurrentiel. - Analyse dynamique de la concurrence (Schumpeter, Hayek).

2.2 Pourquoi encadrer le fonctionnement du marché ?

Sens et portée de l'étude

L'État, dans une économie de marché, assure, à différents échelons institutionnels, une régulation du fonctionnement des marchés pour limiter les inconvénients des situations de concurrence imparfaite et des défaillances de marché en matière d'allocation des ressources.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Repérer les différentes structures de marché de concurrence imparfaite. - Analyser les comportements des acteurs et leurs répercussions sur l'équilibre d'un marché déterminé en concurrence imparfaite. - Identifier les organes chargés de la régulation de la concurrence et les mesures contribuant au maintien de la concurrence. - Repérer des cas d'externalités et de biens collectifs, en appréhender les conséquences. - Identifier des dispositifs permettant de répondre aux défaillances du marché. 	<ul style="list-style-type: none"> - Fonctionnement des marchés et comportement des acteurs en concurrence imparfaite. - Régulation de la concurrence dans le cadre national et européen. - Biens collectifs et externalités : caractéristiques et conséquences (Marshall, Pigou, Coase).

3- Les contributions des acteurs financiers à l'activité économique (20 heures)

3.1- Au niveau macroéconomique, quels sont les agents à besoin ou à capacité de financement ?

Sens et portée de l'étude

Les opérations économiques menées par les agents économiques débouchent sur des situations financières diverses. On distingue alors au niveau macroéconomique, les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement. Une première approche du financement de l'économie peut être appréhendée par la rencontre entre les capacités et les besoins de financement.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les agents à besoin et à capacité de financement. - Analyser le comportement d'épargne des ménages. - Identifier les modalités de financement des entreprises et de l'État. - Analyser les conséquences du choix d'une modalité de financement pour un agent économique donné. 	<ul style="list-style-type: none"> - Agents à capacité de financement : déterminants et motifs de l'épargne des ménages. - Agents à besoin de financement (entreprises et État) : déterminants et modalités de financement.

3.2- Quels sont les rôles respectifs des banques et des marchés financiers dans le financement de l'activité économique ?

Sens et portée de l'étude

Les banques et les marchés financiers jouent un rôle complémentaire dans le financement de l'économie selon des modalités spécifiques.

Nécessaires au développement de l'activité économique, ils permettent de financer la diversité des besoins de financement des agents et de les accompagner dans la prise de risque inhérente à leurs projets.

La recherche de sources de financement plus abondantes, d'un financement moins coûteux ou de modalités de financement adaptées à de nouveaux besoins (start-up...) a entraîné de nombreuses évolutions conduisant à la financiarisation de l'économie et parallèlement au développement de formes alternatives de financement. Bien que nécessaire au développement de l'activité économique, cette financiarisation s'accompagne de crises récurrentes pouvant déstabiliser l'économie réelle.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les fonctions des banques. - Appréhender la diversité des marchés de capitaux. - Analyser la contribution des banques et des marchés de capitaux à l'activité économique. - Repérer les nouvelles sources de financement. - Analyser les mécanismes financiers d'une crise réelle (passée ou actuelle) et ses conséquences sur l'activité économique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Finance directe/finance indirecte. - Rôles des banques : <ul style="list-style-type: none"> ● gestion des moyens de paiement ; ● création monétaire ; ● transformation des échéances ; - Évolution des rôles et places des banques. - Rôles des marchés de capitaux : financement à différents horizons temporels, valorisation boursière, liquidité des titres, spéculation, couverture des risques,

	<p>apports de devises.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les différents types de marchés : <ul style="list-style-type: none"> ● marché monétaire ; ● marché financier ; ● marché des produits dérivés ; ● marché des changes. - Autres formes de financement (capital-risque, financement participatif) - Les autorités monétaires.
--	--

4- La régulation publique dans une économie de marché (40 heures)

4.1 Quels sont la place et le rôle de l'État ?

Sens et portée de l'étude

La place et le rôle de l'État ont évolué au cours du temps dans les économies de marché. Le tournant libéral de la fin des années 1980 s'est accompagné d'un certain désengagement de l'État dans les économies à hauts revenus. Pour autant, l'État reste un acteur majeur au travers des différentes fonctions qu'il assume.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les fonctions de l'État. - Repérer les différents organes de l'action publique au niveau national ou local. - Comparer les choix budgétaires de plusieurs États (niveau et structure des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires). - Analyser l'évolution des finances publiques d'un pays et ses enjeux. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les fonctions de l'État (Musgrave). - Organes de l'action publique : administrations (centrale, sécurité sociale), autorités administratives indépendantes, collectivités locales. - Budget de l'État : niveau et structure des dépenses publiques, niveau et structure des prélèvements obligatoires. - Déficit public et dette publique. - Soutenabilité de la dette publique.

4.2 Quelles politiques économiques l'État peut-il mener ?

Sens et portée de l'étude

L'État met notamment en œuvre un ensemble de politiques économiques visant à atteindre un certain nombre d'objectifs grâce à différents instruments. Toutefois, le degré et les formes de cette intervention font débat.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Distinguer les différents types de politiques économiques. - Identifier les caractéristiques des politiques d'offre et de demande. - Apprécier les enjeux d'une politique économique donnée. - Analyser une décision de politique économique dans un contexte précis. 	<ul style="list-style-type: none"> - Objectifs de la politique économique : croissance, plein-emploi, stabilité des prix, équilibre extérieur. - Typologies des politiques économiques : politiques conjoncturelles/structurelles, politiques d'offre/de demande. - Politique de demande : instruments de relance budgétaire, effets et limites (Keynes, Friedman, Laffer). - Politique d'offre : instruments, effets et limites (Théories de la croissance endogène). - Justifications et limites de l'intervention de l'État (Wagner, Keynes, approches libérales).

4.3 L'appartenance à l'Union Européenne influence-t-elle la conduite de la politique économique des pays membres ?

Sens et portée de l'étude

La construction européenne est un processus graduel autour d'un projet aux dimensions politique, économique et sociale.

L'Union Européenne est devenue une puissance économique de premier plan et une zone d'intégration régionale, en suivant un processus d'élargissement et d'approfondissement, qui a conduit à redéfinir la répartition des compétences en matière de politique économique.

Compétences attendues	Savoirs associés
- Identifier les enjeux des principales phases	- Principales phases d'élargissement et

<p>d'élargissement et d'approfondissement de la communauté économique européenne (CEE) puis de l'Union européenne (UE).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Illustrer les principes de proportionnalité et de subsidiarité. - Caractériser l'organisation de la régulation conjoncturelle au sein de l'Union Économique et Monétaire. - Expliquer les mécanismes permettant d'atteindre les objectifs de la politique monétaire. - Analyser les difficultés posées par les divergences structurelles au sein de l'Union Européenne. 	<p>d'approfondissement, poids économique de l'Union Européenne.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Principes de proportionnalité et de subsidiarité. - Régulation conjoncturelle au sein de l'Union économique et monétaire, UEM (objectifs et instruments) : politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE), encadrement des politiques budgétaires nationales. - Politiques structurelles de l'Union Européenne : budget de l'Union Européenne, degré inégal d'intégration des politiques de la concurrence, commerciale, fiscale et sociale.
--	--

5- La croissance économique : origines et enjeux (60 heures)

5.1 La croissance économique doit-elle être systématiquement recherchée ?

Sens et portée de l'étude

La croissance économique est souvent présentée comme un objectif primordial duquel découle la capacité d'un pays à satisfaire les besoins des agents en produisant plus, en créant de la richesse et des emplois. En tant que source de richesse matérielle, elle peut contribuer au bien-être, mais n'est pas une condition suffisante au développement. Elle soulève en outre la question de sa soutenabilité dans le cadre d'un développement durable.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Différencier croissance économique, fluctuations de l'activité et développement économique. - Analyser le rôle de la croissance sur une économie. 	<ul style="list-style-type: none"> - Croissance économique, croissance potentielle et croissance effective. - Développement économique, développement humain (A. Sen), et développement durable. - Les finalités de la croissance. - Soutenabilité de la croissance.

5.2 Qu'est-ce qui détermine le potentiel de croissance d'une économie ?

Sens et portée de l'étude

Chercher à accroître la richesse d'un pays suppose d'identifier les déterminants de la croissance. L'augmentation de la quantité des facteurs de production peut être perçue comme une première source de croissance. Toutefois, elle apparaît limitée et l'on observe qu'une croissance existe dans des pays dont la quantité de facteurs n'augmente pas, grâce à l'amélioration de la productivité globale des facteurs liée au progrès technique.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier et analyser les déterminants de la croissance. - Mettre en évidence le rôle du progrès technique dans la croissance. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le rôle des facteurs de production : capital, travail et ressources naturelles (Ricardo, Malthus, croissance endogène) - Le rôle du progrès technique (ou de la productivité globale des facteurs) dans le processus de croissance (Schumpeter, Aghion, Solow, Romer)

5.3 Quelle est l'influence de l'ouverture internationale d'une économie sur sa croissance économique ?

Sens et portée de l'étude

Si les théories classiques du commerce international se fondent sur la défense du libre-échange, l'histoire économique montre que protectionnisme et libre échange ont toujours coexisté. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la plupart des nations ont souhaité encadrer le développement des échanges multilatéraux, tandis que des espaces économiques régionaux se sont constitués.

Aujourd'hui les échanges internationaux sont souvent perçus comme une opportunité de croissance économique. L'analyse de la balance des paiements permet notamment d'évaluer la compétitivité d'un pays, ses choix de spécialisation ainsi que son besoin ou sa capacité de financement à l'égard du reste du monde.

Pour attirer les capitaux internationaux, les États développent des politiques d'attractivité dont les conséquences peuvent être variables selon les outils utilisés (dumping social, fiscal, monétaire versus politiques de formation, de soutien à l'innovation, de financement d'infrastructures).

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Distinguer internationalisation et mondialisation. - Caractériser les principaux flux d'échanges. - Expliquer le rôle des firmes multinationales et de la division internationale des processus de production dans la dynamique des échanges. - Justifier la défense du libre-échange et les motivations protectionnistes. - Identifier les différentes modalités du protectionnisme. - Identifier les principaux soldes de la balance des paiements d'une nation. - Analyser la situation extérieure d'un pays à partir d'indicateurs et en repérer les conséquences sur la croissance économique. - Expliquer les enjeux des politiques d'attractivité vis à vis de la croissance économique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Internationalisation, mondialisation. - Échanges internationaux : inter et intra branche, intra-firme, intra-régionaux. - Régulation du commerce mondial : organisation et principes. - Intégration économique régionale. - Investissement direct à l'étranger (IDE). - Firmes multinationales, division internationale des processus de production et chaînes de valeur mondiales. - Libre-échange : définition, principales théories (Ricardo, Heckscher-Ohlin-Samuelson, Lassudrie-Duchêne ou Linder, Krugman), conséquences. - Protectionnisme : définition, modalités, principales théories (List, Kaldor, Krugman, Amin), conséquences. - Balance des paiements. - Politique d'attractivité et de compétitivité.

5.4 Quel potentiel de croissance dans la perspective d'un développement durable ?

Sens et portée de l'étude

La question de l'épuisement de la croissance et d'une croissance auto-entretenu permet de s'interroger sur la capacité des pays à offrir une quantité de biens sans cesse plus abondante, en interrogeant le rôle des différentes ressources (humaines, technologiques, naturelles) en la matière. Elle fait écho à la problématique de la soutenabilité de la croissance.

Sur le plan économique, les approches des ressources naturelles diffèrent : certaines considèrent que la préservation des ressources n'est pas une limite à la croissance, d'autres estiment qu'elle est incompatible avec la croissance. Se dégagent alors deux conceptions différentes de la soutenabilité, dites faible et forte, la première présentant le progrès technique comme la solution, tandis que la seconde promeut un changement de modèle de croissance.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Caractériser le développement durable dans ses trois dimensions - Analyser les effets attendus des mesures de politique environnementale sur les comportements des acteurs. - Analyser les opportunités et les limites du développement durable en termes de croissance économique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement durable : dimensions économiques, sociales et environnementales. - L'environnement, illustration de défaillances de marché (Coase, Pigou, Hardin, Olstrom). - Degré de soutenabilité de la croissance : faible (Stiglitz) ou forte. - La transition énergétique. - Les instruments des politiques environnementales : fiscalité, droits à polluer, réglementation. - Apparition de logiques économiques différentes : économie circulaire, économie des fonctionnalités

6. Les déséquilibres sociaux : explications et enjeux (30 heures)

6.1- Comment expliquer les déséquilibres sur le marché du travail ?

Sens et portée de l'étude

Le chômage apparaît comme un déséquilibre sur le marché du travail, mais ne constitue qu'une des formes de difficultés des individus face à l'emploi. Pour caractériser correctement la situation de l'emploi d'un pays, il est nécessaire de prendre en compte divers indicateurs, au-delà du taux de chômage.

Sur la base de ces indicateurs, l'examen du chômage et de son évolution dans différents pays montre que le chômage est un phénomène complexe dont les causes sont multiples, potentiellement cumulatives et ne se limitant pas au marché du travail.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Caractériser la situation du marché du travail à l'aide d'indicateurs variés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Chômage (BIT, Ministère du travail), halo du chômage, sous-emploi.

<ul style="list-style-type: none"> - Appréhender la diversité des situations des individus sur le marché du travail. - Comparer la situation de l'emploi dans différents pays par l'analyse de données statistiques. - Analyser les causes structurelles et conjoncturelles du chômage, sur un marché donné. - Identifier les causes du dualisme et de la polarisation du marché du travail. - Analyser les conséquences de la révolution numérique sur l'emploi et les modalités de travail. 	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de chômage, taux d'activité, taux d'emploi, comparaison entre pays. - Chômage conjoncturel/structurel. - Chômage classique/keynésien. - Segmentation et polarisation du marché du travail (Piore – Doeringer, Lindbeck – Snower). - Autres théories du marché du travail.
--	--

6.2- Comment l'action publique peut-elle limiter les déséquilibres sur le marché du travail ?

Sens et portée de l'étude

Les changements de grande ampleur que connaît le marché du travail en France, comme dans tous les pays industrialisés, justifient la mise en œuvre d'un ensemble de politiques visant à limiter, accompagner voire à compenser les nouvelles formes de déséquilibres qui affectent l'emploi. Les politiques visant à soutenir l'activité économique appartiennent à cet ensemble de mesures et visent plus précisément la lutte contre le chômage.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les principales mesures prises dans le cadre des politiques de l'emploi au sein des pays de l'OCDE. - Distinguer les mesures dites passives et actives. - Comparer les effets attendus des différentes mesures des politiques de l'emploi et des politiques pour l'emploi. - Analyser les enjeux de la flexibilité sur le marché du travail, dans ses différentes formes. - Caractériser l'action des pouvoirs publics pour accompagner les transformations du marché du travail. 	<ul style="list-style-type: none"> - Politiques de l'emploi : mesures actives et passives. - Politiques pour l'emploi : impacts attendus du soutien à l'activité sur l'emploi. - Flexibilité du marché du travail : formes et enjeux.

6.3- Quelles politiques de redistribution face aux risques sociaux et aux inégalités sociales ?

Sens et portée de l'étude

Les inégalités sont de nature multiple et présentent un caractère cumulatif. La légitimité de la lutte contre les inégalités est un sujet encore débattu parmi les économistes. Le consensus selon lequel les inégalités seraient facteur d'efficacité et de croissance est remis en question, depuis la crise des subprimes notamment, à la faveur d'analyses pointant les effets contre-productifs des inégalités.

Face aux inégalités, aux risques sociaux et à l'exclusion, les pouvoirs publics peuvent engager des politiques de redistribution, basées sur la fourniture de services publics, une fiscalité redistributive et des institutions de solidarité comme la Sécurité Sociale. L'État social (État-providence) est devenu la forme institutionnelle caractéristique des sociétés avancées, présentant des formes différentes selon les pays.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les différentes formes d'inégalités et les principaux risques sociaux. - Analyser les enjeux de la lutte contre les inégalités et de la couverture des risques sociaux. - Caractériser les différents instruments des politiques de redistribution. - Analyser l'évolution des principales dépenses et recettes des politiques contemporaines de redistribution. 	<ul style="list-style-type: none"> - Inégalités sociales : formes, origines et mesure (Piketty). - Pauvreté : définitions et mesures. - Justification économique des inégalités et remise en cause de l'efficacité des inégalités. - Redistribution : objectifs, formes, instruments. - Les modèles de protection sociale. - Le financement des politiques de redistribution.